



Branche INRA

Schéma d'orientation 2012/2016
Centre INRA de Rennes
Contribution syndicale SUD - Avril 2012

Une mise en perspective sans réel bilan

À l'époque de la biologie à très haut débit, il est bien vu d'être pragmatique, de pointer les quelques mots clés du moment puis d'aller au plus vite à l'essentiel car nous avons des milliards de milliards de données à analyser (« une avalanche de données » p. 25) ! Ainsi le schéma 2012 du Centre INRA de Rennes fait l'économie de la réflexion sur le contexte régional et de l'exploration du champ des possibles de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour demain. Pourtant quelques points forts pourraient alerter la recherche agronomique :

- 30% des fermes bretonnes ont disparu entre 2000 et 2010 et pendant 3 années consécutives la Bretagne était l'avant-dernière région de France, seule la Corse a fait pire, pour le revenu par actif agricole ;
- La Bretagne accueille 30% des bovins, 40% des volailles et 60% des porcs élevés en France, et tout ce petit monde animal représente tout de même l'équivalent d'une population de 53 millions d'équivalents habitants, sans compter les rejets de l'industrie agroalimentaire ;
- Pour nourrir ces animaux de l'ouest de la France (Bretagne et Pays de Loire), il faut importer la récolte de 3 millions d'hectares cultivés en Amérique du sud, ce qui double presque la surface cultivée ici ;
- Il ne fait plus de doutes que la production agricole est responsable ($\geq 95\%$) des marées vertes¹ ;
- Entre 20 et 30 % des installations d'agriculteurs en 2011 en Bretagne l'ont été en agriculture biologique.

Certains de ces constats avaient été actés par le précédent Président du centre INRA à Ploufragan en 2010². Les organisateurs de cette manifestation décrivaient ainsi le contexte : « *Par ailleurs, on ne peut ignorer les effets de ce modèle de développement sur notre région et sa mise en cause dans la crise environnementale, avec le triple impact aujourd'hui de l'appauvrissement des ressources de la terre et de la mer, de l'enchérissement de l'énergie et de l'altération des espaces naturels.* » Six ans plus tôt, en juin 2004³, R. Layadi⁴ posait une question qui reste toujours d'actualité : « *Quelle contribution technique, technologique et stratégique fournir [par la recherche] à un secteur économique en situation difficile mais un secteur économique qui est également vital pour la cohésion sociale et territoriale de l'Ouest de la France ?* »

Avant d'envisager ce que nous allons faire, ne pourrions-nous pas, en tant que collectif INRA, nous arrêter sur ce que nous avons fait depuis 50 ans ?

L'INRA a beaucoup contribué à innover au service du productivisme agricole. Aujourd'hui c'est la fin de cycle pour un type d'agriculture qui avait pris son essor durant les années 50-60-70. Le modèle agro-industriel est à bout de souffle et l'INRA pourrait se poser la question du choix entre 2 visions : accompagner l'existant en continuant à travailler sur « *l'intensification des pratiques agricoles et la concentration des élevages* » pour en réparer, à la marge, les dommages sociaux, environnementaux et

¹ Courrier de l'Environnement n° 61 12/2011, collectif scientifique. Avis sur les questions ou assertions posées par l'institut de l'environnement et par les syndicats agricoles majoritaires (FDSEA, CDJA) au sujet des marées vertes.

² Cycle de conférences : l'agriculture et l'agro-alimentaire demain, 04/2010 à l'ISPAIA à Ploufragan : « 50 ans de développement agricole, quels enseignements pour l'avenir ? ». Conférenciers : Paul Houée, Gérard Maise (INRA), participation de Jean Salmon, André Pochon, de Chambres d'agriculture, d'Eaux et Rivières, de la Cooperl...

³ Lors du Forum « ouvrons la recherche » co-organisé par SUD, Cohérence et Sciences Citoyennes : quelle recherche publique pour une agriculture durable et une bonne alimentation, dans un environnement sain et des campagnes vivantes?

⁴ La région stratège : le développement durable un projet pour la Bretagne. 295 P. In-8. 2004. Presses Univ. Rennes

économiques (p. 7), ou préparer les solutions alternatives par des innovations de rupture indispensables à l'heure du changement.

L'ambition du Centre est d'avoir une vision 2020 qui sera « la problématique des systèmes agricoles et agroalimentaires durables sur des territoires à forte densité de production ». Mais n'est-ce pas un oxymore ? L'élevage industriel peut-il être durable ? Relève-t-il encore de l'agriculture ou doit-on le considérer, du fait de la concentration des élevages, comme une activité industrielle à part entière ?

En contre-champ aux « principales dynamiques partenariales du centre et le plan d'action »

• **Objectif 1 :** « *revisiter régulièrement le partenariat avec le milieu agricole* » (p. 9). Si les partenaires historiques ont évidemment toute leur place, attendra-t-on 2020 pour ouvrir aux nouveaux acteurs ? La dynamique Grenelle a été mise en place régionalement pour le suivi du plan Ecophyto 2018 qui vise à réduire de 50% les pesticides d'ici 2018. L'ensemble des porteurs d'enjeux participe aux débats (canal historique agricole + Confédération paysanne, bassins versants, MSA, Eaux et Rivières, CEDAPA (centre d'études pour une agriculture plus autonome...)). Pourquoi la même configuration n'est-elle toujours pas adoptée au Conseil Scientifique du Centre INRA de Rennes ?

• **Objectif 2 :** « *structurer et mettre en valeur les nouveaux partenariats* ». Nous y apprenons qu'« un chercheur de l'Onema [Office national de l'eau et des milieux aquatiques] a été nommé au Conseil Scientifique du Centre pour renforcer l'expertise dans le domaine de l'environnement ». Ainsi l'ouverture est possible, aussi demandons-nous l'élargissement du CS pour en faire un lieu de débat contradictoire. Nous avons la chance en Bretagne d'avoir un très riche tissu associatif. Quand la presse traite des problèmes de l'élevage industriel, elle donne systématiquement la parole aux deux parties⁵. Pourquoi à l'INRA seul le lobby agroindustriel a-t-il le droit de citer ? Le pôle « usagers », dans lequel sont placés les syndicats et associations de producteurs, les associations de protection de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que les espaces publics de vulgarisation scientifique, est d'ailleurs visiblement absent des priorités nouvelles identifiées dans l'analyse stratégique du partenariat (fig. 2, p. 8). Les citoyens ne demandent pas de l'INRA seulement une « éducation scientifique citoyenne » (p. 16 et 34), beaucoup d'entre eux sont très bien instruits des questions d'agriculture, d'alimentation et d'environnement, et ils attendent d'être écoutés comme méritent de l'être tous les corps intermédiaires d'une société civile adulte ;

• **Objectif 3 :** « *Se concerter au niveau du Centre vis-à-vis des principaux partenaires extérieurs* » (p. 10). Attention à ne pas s'égarer dans un soutien à l'AEI (agriculture écologique intensive) qui, succédant à l'Agriculture Raisonnée, est le nouveau faux-nez vert du productivisme agricole. L'INRA perdrait une partie de ce qui lui reste de crédit dans l'opinion en suivant Agrocampus Ouest dans cette initiative de « green washing » de grands groupes coopératifs qui ont de l'argent (plus d'un million d'euros investis par ceux-ci dans la nouvelle chaire AEI) mais qui ont oublié depuis bien longtemps les valeurs de l'économie solidaire. Il en va ici de la sincérité de la « responsabilité sociétale de nos activités » (p.34).

• **Objectif 4 :** « *Redéfinir le partenariat avec les entreprises régionales* ». Comment à l'INRA définit-on les entreprises « leader » ? Sur le chiffre d'affaires des ventes d'engrais et pesticides ? Innove-t-on en 2012 comme en 1972 ? Concernant la transformation alimentaire dont la médiatisation montre bien qu'il s'agit d'une préoccupation importante pour le grand public⁶, comment reçoit-on celles et ceux qui souhaitent une production et des aliments moins industriels et moins "manipulés", sans nécessairement qu'ils soient « bios » ? Enfin pourquoi toujours et seulement le SPACE comme vitrine INRA ? D'autres salons intéressent aussi un large public sur les problématiques travaillées à l'INRA, par exemple les salons Ile-et-

⁵ Dernier exemple en date : la page « Algues vertes : les grandes oubliées de la campagne » dans l'Ouest-France du 2 avril 2012 .

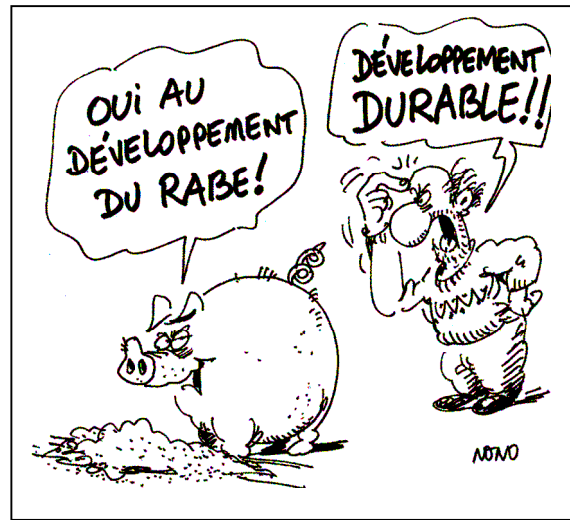
⁶ Nombreux documentaires télévisés : "L'adieu au steak", "Notre poison quotidien", "We feed the world", "La faim du monde" ou « Dis-moi ce que tu manges »... le film « Nos enfants nous accuseront » ; rubrique Conflits de Canard dans le Canard enchaîné, popularité mais galvaudage par le marketing de "l'authenticité"

Bio et de Mur de Bretagne (chacun reçoit plus de 15 000 visiteurs). Peut-être sont-ils oubliés parce qu'ils sont dédiés à l'agriculture biologique ?

• **Objectif 5** : « *développer le partenariat en Basse-Normandie et en Pays de Loire* » (p.11) dans « une vision Grand Ouest ». Les grands sites seraient alors privilégiés et la recentralisation est en marche allant jusqu'à la mise en cause des petites implantations excentrées comme Quimper, au mépris de l'aménagement du territoire (p. 27). Signalons qu'à l'étranger personne ne situe « l'ouest » de la France, et cela risque d'être identique dans le domaine de la recherche. L'ouest avec Poitiers ? Tours ? Bordeaux ?

La primauté maintenue à l'agro-industrie et à la concentration, y compris en interne !

Nous sommes très inquiets de la paralysie de l'INRA dès qu'il est question d'investir sur des alternatives au modèle agroindustriel. Pour preuve l'agriculture biologique n'est pas citée UNE SEULE FOIS dans le schéma de Centre alors que l'agro-écologie, nouvelle marotte de la direction de l'INRA, est citée 10 fois. C'est beaucoup alors que l'objet n'est, pour l'instant, pas défini. D'où nos interrogations sur la démarche affichée de développement durable du Centre (p. 34) alors même que l'agriculture durable n'est jamais définie dans le schéma du Centre. Difficile dans ces conditions d'envisager le « *Développement Durable comme une opportunité pour promouvoir l'éco-conception de la recherche, avec la conviction que cela constituera, dans un proche avenir, une valeur ajoutée pour l'évaluation même des projets de recherche.* » A rester dans le vague, comment va-t-on « *réussir le pari de la conciliation entre l'efficacité productive et performances environnementales* » (p.16) ?



Concernant le rapprochement des Centres de Rennes et de Nantes-Angers la fusion est dessinée, sans être dessinée, tout en étant dessinée, pour la fin du projet de Centre en 2020, toujours au nom d'une prétendue incontournable « visibilité » doublée ici d'une « vision » (p. 16 et 17). En préalable ne serait-il pas opportun de mesurer les conséquences de la fusion entre ENSAR et INH Angers⁷ ? Est-elle aussi profitable que la communication institutionnelle nous le dit ? Les personnels des deux sites sont-ils satisfaits, leur travail est-il facilité, plus efficace, plus agréable ? Les étudiants y trouvent-ils leur compte ? Questions intéressantes car le campus intégré réunissant INRA et Agrocampus Ouest fera que, bientôt, nos sorts seront en grande partie liés (p. 31 et 32).

SUD continuera d'être vigilant sur la mise en place des grands ensembles (TGU) qui démotivent les collègues et déshumanisent nos collectifs de travail en les sacrifiant sur l'autel d'une pseudo-visibilité qui justifie tout. En 2012 il en va de la recherche comme de l'élevage industriel, c'est la concentration qui prime. Le personnel n'a pas à faire les frais des choix précipités par on ne sait quelle urgence. Enfin constatons le déséquilibre au niveau du centre entre les unités de taille moyenne et les 2 mastodontes créés en 2012. Les unités de moindre taille continueront-elles d'être entendues ? Autre perspective, l'éloignement de gestionnaires (GU) des « petites » unités de leur collectif de travail...

⁷ A l'échelon national, la Direction refuse tout retour d'expérience des fusions des centres INRA d'Angers-Nantes et d'Avignon-Antibes avant d'entamer celle d'Orléans-Tours sous prétexte que chaque situation est spécifique. Curieux, non ?... pour un établissement de recherche basé sur l'expérimentation !

Nous nous inquiétons de la volonté affichée (p. 20) d'aller toujours vers « davantage de mutualisation » des outils collectifs d'observation et d'expérimentation, qui risque de déposséder les agents des enjeux de leur travail. On pourrait également imaginer que l'administration centrale rennaise soit plus présente sur les sites. A l'heure actuelle l'info est 100% disponible... mais sur intranet ! Où est le rapport humain? La disparition de l'INfoRAma papier en est un exemple. Les infos arrivent aux DUs mais ensuite sont-elles bien relayées ? Enfin, quand un objectif affiché en communication est de « *renforcer l'information régulière des personnels du centre* » (p.35), nous déplorons que l'AG de présentation de ce projet se tienne durant les congés de printemps. Pour la compréhension et, éventuellement, l'appropriation par le personnel ce n'est pas gagné. Dommage que le Président de Centre n'ait pas répondu favorablement à la demande des sections SUD et CGT de décaler cette réunion pour permettre à un plus grand nombre d'agents d'y participer.

Lire aussi sur les aspects plus organisationnels de ce projet de Centre, le compte-rendu du Conseil de gestion du Centre du 16 janvier 2012 :

https://intranet4.rennes.inra.fr/intranet_rennes/Le-centre/Instances/Conseil-de-gestion

Sachant qu'à l'échelon des structures internes, au-delà de l'adage « hors des TGU, point de salut ! », c'est le découpage en DISC, entendez Dispositifs et Infrastructures Scientifiques Collectifs, comprenant des UE et IE (unités et installations expérimentales), des PT et PF (plateaux ou plates-formes technologiques, des SOERE (entendez Systèmes d'Observation et d'Expérimentation au long terme pour la Recherche en Environnement), voire des ZA et CRB (Zone Atelier et Centres de Ressources Biologiques) ; nous vous faisons grâce d'y évoquer l'ensemble des SI (Systèmes d'Information).

Nous avons à ce conseil fait part de « *l'inquiétude face aux gros dispositifs (plateformes mutualisées) mis en place : 1) par rapport aux personnels qui risquent de se sentir éloignés des sujets de recherche et 2) par rapport au risque de la mise en compétition de ces structures en interne et vis à vis du privé. Auparavant, notre système de recherche était à dimension humaine, chacun avait son horizon* » (extrait du CR).

Face à l'ambition affichée par la présidence du centre d'en faire un lieu "où il fait bon vivre et travailler ensemble", alors que dans la partie consacrée aux services d'appui, il est noté que ce sera avec "un budget et des postes durablement en décroissance", les représentants du personnel s'inquiètent fortement des conséquences de la politique budgétaire imposée qui risque de contrarier cet objectif (autre extrait).

Dommage que la délégation des personnels ait été seule à voter une motion contre le budget 2012, « made in RGPP » qui réduit de l'équivalent de 50 emplois les remplacements et renforcement ponctuels disponibles à l'échelon des centres.

Ce contexte explique [le niveau 5 de l'alerte pression et souffrance au travail effectuée ce début d'année par SUD](#). Dans les situations ciblées, celles « *de collectifs expérimentaux, en devenir incertain, n'en peuvent plus d'être bousculés, avec des perspectives qui ne se concrétisent pas, des environnements de travail qui dans l'intervalle ne cessent de se détériorer* ».

Pour conclure, nombre d'entre nous sont entrés à l'INRA avec une conception forte de ce que doit être la mission du service public de recherche agronomique. Difficile de devenir « ambassadeur/drice de l'INRA » avec une telle vision, alliée objective du jusqu'au-boutiste lobby agroindustriel, qui empile les couches du millefeuille de la recherche. À l'heure de cet insoutenable « nez dans le guidon » qui domine toute l'actualité de la recherche, mais aussi en dehors, faut-il aller toujours plus vite en sprintant vers l'abîme des EX (labex, équipex, idex) ?

